

PEUPLES ET FRONTIÈRES

Numéro 3
1^{er} AVRIL 1937
Prix : 2 Fr.

PEUPLES ET FRONTIÈRES

Revue d'information sur les nationalités d'Europe Occidentale

Paraissant tous les deux mois

Abonnement à six numéros :

Etat français : 11 francs

Autres Etats : 13 francs

Rédaction : Y. DOUGET

Administration : Ch. LE GAONAC'H

10, Rue des Francs-Bourgeois, RENNES

Chèque Postal 24.133 Rennes

Numéro 3 - 1^{er} Avril 1937

SOMMAIRE

Le Gouvernement Blum contre la liberté des peuples, Y. Douget	34
BRETAGNE :	
Le Problème culturel. La littérature contemporaine, R. Kerhor et Y. Douget	35
La Propagande pour l'enseignement du breton durant l'année 1936, Y. Douget	37
La Propagande du Parti National, Y. Douget	38
GROOT-NEDERLAND :	
Présentation géographique	40
Noord-Nederland. L'activité de l'édition néerlandaise	41
Zuid-Nederland. Le choix de la langue à l'incorporation de la milice	41
Westhoek. Le refflamandisation des noms de famille et de lieu	42
Zuid-Africa. Paroles officielles	43
ALSACE-LORRAINE :	
Les libertés scolaires menacées par le Gouvernement Blum	44
PAYS-BASQUE PENINSULAIRE :	
Les Basques sont-ils alliés du Marxisme ? E. Guichaoa	47
PAYS DE GALLES :	
L'incendie de l'Ecole de bombardement aérien à Penrhos, Allbrogat	51
ILES FEROES :	
Le mouvement nationaliste aux Féroës, Heinz Mollwo	55
ADMINISTRATION DE LA REVUE :	
Tableau de nos abonnements, C. Le Gaonac'h	56

Le Gouvernement Blum contre la liberté des Peuples

Dans le numéro 3 du *Bulletin des Minorités Nationales en France* (1^{er} octobre 1936), nous nous demandions ce que les populations allogènes vivant dans les frontières de la République française pouvaient attendre du gouvernement de *Front populaire*, présidé par M. Léon Blum. Nous constatons que si ce gouvernement n'avait pris, après quatre mois de gouvernement, aucune mesure d'oppression, il ne conservait pas moins une attitude indifférente, sinon hostile, à leur égard, par exemple en ne tenant aucun compte de leur existence dans ses nominations préfectorales.

Aussi n'avons-nous pas été surpris outre mesure lorsque, le 26 janvier 1937, le gouvernement Blum a soumis à la signature du Président de la République un décret dissolvant l'organisation nationaliste arabe connue sous le nom de *l'Etoile Nord-Africaine*. Et dans l'article de *Peuples et Frontières* (15 février 1937) où nous stigmatisions cette mesure dictatoriale, qui a été suivie d'une répression sanglante et féroce de tous les mouvements de mécontentement en Afrique du Nord, nous nous demandions quand M. Blum prendrait ces mesures fascistes contre les nationalités de la Métropole.

Sa réponse ne s'est pas fait attendre : le 30 janvier, M. Blum lançait une véritable déclaration de guerre au peuple d'Alsace-Lorraine. Il déclarait cyniquement qu'il n'hésiterait pas à recourir à la force pour lui arracher ses libertés scolaires, garanties solennellement par la France en 1918.

Jetant le masque de la démocratie, le gouvernement de *Front Populaire* se montre aussi jacobin que ses prédécesseurs comme eux il entreprend la lutte contre leurs libertés.

Y. DOUGET.



BRETAGNE

LE PROBLÈME CULTUREL

La Littérature Bretonne

Nous continuons dans ce numéro la série d'articles sur le problème culturel breton, dont le premier a paru sous le titre : « La langue bretonne », dans le troisième numéro du BULLETIN DES MINORITÉS NATIONALES EN FRANCE (1^{er} octobre 1936) et le second dans le premier numéro de PEUPLES ET FRONTIÈRES (1^{er} janvier 1937).

III.- La Littérature contemporaine

Au XX^e siècle, l'épuration de la langue écrite et de la grammaire s'est poursuivie de pair avec le renouveau littéraire. Continuant l'œuvre de Le Gonidec et de Troude, MM. Fransez Vallée et Emile Ernault, puis Roparz Hemon ont travaillé à l'amélioration de l'orthographe, à l'élimination des mots étrangers non assimilés, à l'enrichissement du vocabulaire technique, philosophique et scientifique.

Pour le dialecte de Vannes, M. Emile Ernault, les abbés Guillevic et Le Goff, M. Loeiz Herrieu travaillaient dans un but identique.

Mais les premières années du nouveau siècle allaient voir la publication d'ouvrages d'une éminente valeur littéraire. Tangy Malmanche (né en 1875) écrivit plusieurs pièces de théâtre, dont le chef-d'œuvre est certainement « Gurvan » (1923). La publication des poèmes de Yann-Per Kallo'h (1888-1917), « Ar en Deulin ! » (A Genoux !), écrits en dialecte vannetais, montra aux Bretons quelle perte fut pour leur pays la disparition de Bleimor, tué au cours de la guerre mondiale.

A la même époque, le breton devenait une langue scientifique, grâce au travail de Fransez Vallée et de Meven Mordiern, qui publièrent, à partir de 1911, leurs *Notennou diwar-benn ar Gelled koz, o istor hag o sevenadur* (Notes sur les anciens Celtes, leur histoire et leur civilisation). Ces premiers ouvrages préparaient l'*Istor ar Bed* (Histoire du Monde) (1930) de Meven Mordiern, ainsi que ses *Prederiadennou diwar-benn ar yezou hag ar Brezoneg* (Réflexions sur les langues et sur le Breton) (1934-1935). Ils annonçaient des travaux encore plus techniques, comme la *Mentonie* (Géométrie) de C.L. Kerjean (1934).

Dès les premières heures de l'après-guerre, la littérature bretonne s'enrichit

des trois volumes des *Skella Segobrani*, œuvre commune de F. Vallée et de Meven Mordiern. Sous une apparence romanesque, ils étudient scientifiquement la civilisation et la vie des anciens Celtes. Cet ouvrage remarquable est sans doute à l'origine d'une prise de conscience plus nette, par la jeunesse bretonne, de sa véritable nationalité. Il eut une grosse influence, comme l'ouvrage de Roparz Hemon, *Eur Breizad oc'h adkavout Breiz* (Un Breton retrouve la Bretagne), et les études du jeune écrivain Divi Kenan Kongar, *War Hent ar Menez* (Sur la route de la montagne) (1930-1931), ou la brochure éditée par Meven Mordiern, *Eur Breizad er C'Hanada* (Un Breton au Canada), en 1933.

Aujourd'hui, on assiste à un magnifique essor littéraire, dont les centres sont les revues *Dihunamb* et *Gwalarn*.

La revue vannetaise *Dihunamb* ! (Réveillons-nous !), fondée en 1910 par Loeiz Herrieu a cristallisé autour d'elle le mouvement intellectuel en dialecte vannetais. Elle a permis la publication des ouvrages de l'abbé Heneu, notamment *Bourapted en Tiegeh* (Les joies du ménage) et l'émouvant *Kamdro en Ankeu* (Le tournant de la mort), souvenirs de guerre de Loeiz Herrieu. Elle a encouragé le travail des écrivains comme I. en Diberder, l'abbé Falkerho, Madame Herrieu, J.-F. Jacob, les chanoines Le Maréchal et Le Strat, l'abbé Le Bayon et le jeune écrivain Roperh er Masson.

Autour de la revue *Gwalarn* (Nord-Ouest), fondée en 1925 par Roparz Hemon, se sont groupés des talents aussi nombreux. Le directeur de la revue, dont l'une des œuvres a déjà été signalée, est l'auteur d'un roman intitulé : *An Aotrou Bimbochet e Breiz* (Monsieur Bimbochet en Bretagne), de pièces de théâtre, comme *Lina*, comme *An tan e ti Kernaspreden* (Le feu chez Kernaspreden), et comme l'impressionnant *Eun Den a netra* (Un homme de rien). Abeozen a enrichi la littérature de nouvelles et de nombreuses traductions d'œuvres étrangères, empruntées surtout à la littérature galloise. Youen Drezen est l'auteur d'un magnifique poème, *Kan da Gornog* (Chant à l'Occident), qu'illustra R.-Y. Kreston. En outre, il a écrit des romans, comme *An Dour en-dro d'an Inizi* (L'eau autour des îles) (1932) et *Itron Varia Garnez* (Notre-Dame du Carmel) (1936).

Toujours parmi les collaborateurs de *Gwalarn*, Jakez Riou, l'un des meilleurs écrivains modernes, est l'auteur de nouvelles, inspirées par la vie des paysans cornouaillais, réunies sous le titre de *Geotenn ar Werc'hez* (1935). Les émouvants *Kanou en Noz* (Chants dans la nuit) (1932), et la pièce de théâtre *An Diou Zremm* (Les deux visages) sont dus au beau talent de Xavier de Langlats. Sous le titre de *Ar Roc'h Toull* (La roche percée), Jakez Kerrien a écrit un conte fantastique. Outre de belles poésies, D.K. Kongar est l'auteur d'une nouvelle, *Ar Wazig* (Le Ruisseau).

Cette longue énumération, malheureusement trop sèche, n'a qu'un seul but : montrer la richesse de la littérature bretonne contemporaine, qui lui promet le plus bel avenir, si l'oppression dont la langue est l'objet ne vient pas en tarir la source.

(A suivre.)

R. KERHOR et Y. DOUGET.

La propagande pour l'enseignement du breton durant l'année 1936

Depuis janvier 1934, un vaste mouvement, dont le but est d'obtenir l'admission de la langue bretonne dans les écoles gouvernementales, remporte chaque semaine de nouvelles victoires. Le centre de ce mouvement est constitué par l'association *Ar Brezoneg er Skol* (Union pour le breton à l'école), que dirigent le D^r Menguy, le D^r Le Cam, M. Yann Fouéré et M. Roparz Aodig. Au cours de l'année 1936, cette organisation a développé sa propagande, tant par la parole que par les écrits, ce qui lui a valu de splendides résultats.

Au mois de juin, la conférence prononcée par M. Yann Fouere au Congrès de l'*Union Régionaliste Bretonne* à Lannion (Lanun), le 5 septembre 1935, sur l'œuvre d'*Ar Brezoneg er Skol*, a été éditée en brochure. Au cours de l'été, l'Association a fourni des armes à ses propagandistes en publiant une circulaire intitulée : *Pourquoi la langue bretonne doit-elle être enseignée ?*; une affiche de 120 cm. sur 80 cm., ayant pour titre : *War Zao evit ar Brezoneg* (Debout pour le Breton !); un tract, illustré par deux cartes de Basse-Bretagne, qui relate les *Résultats de la Campagne d'Ar Brezoneg er Skol*.

Profitant des nombreux congrès, qui se tiennent en Bretagne au cours de l'été et dont le compte rendu a été fait dans le précédent numéro de *Peuples et Frontières*, l'Association *Ar Brezoneg er Skol* a utilisé la propagande orale pour faire connaître ses revendications au public. Elle a tenu sa réunion générale à Guéméné (Gemene), le 27 juillet, au cours d'une séance où fut rédigé un programme de revendications pour l'enseignement du breton, et la constitution d'un comité extra-parlementaire, chargé de soutenir ce programme. Cette assemblée était présidée par le D^r Menguy, adjoint au Maire de Carhaix (Karaez), assisté par MM. Yann Fouere, Marcel Aodig, R. Delaporte et J. Kerlann. Elle a été immédiatement suivie d'une réunion publique et contradictoire, qui fut un magnifique succès pour la cause de la langue bretonne et un réconfort pour ses défenseurs.

L'Association *Ar Brezoneg er Skol* a tenu une seconde réunion publique à Roscoff (Rosko), le 24 août, pendant le Congrès du *Bleun Brug*. Présidée par M. F. Trémintin, député du Finistère, assisté de MM. Fouéré et Delaporte, elle a donné lieu à de très intéressantes interventions de M. le Chanoine Grill, directeur de l'Enseignement diocésain (catholique) de Quimper et de Léon, et de M. P. Mocaer, conseiller général d'Ouessant (Enez Eusa), en faveur de l'enseignement du breton.

Grâce à leur activité, les défenseurs de la langue bretonne ont remporté de nombreuses victoires au cours de l'année 1936. La campagne des vœux des municipalités s'est poursuivie et développée. En 1934, 27 conseils municipaux avaient réclamé l'enseignement du breton. En 1935, 84 municipalités étaient venues se joindre aux premières. En deux ans, 111 votes de conseils municipaux avaient donc été recueillis en faveur du programme d'*Ar Brezoneg er Skol*. En 1936, il s'en est trouvé 130.

Les votes obtenus durant cette année se répartissent de la façon suivante :

Janvier	4	Juillet	5
Février	11	Août	2
Mars	56	Septembre	14
Avril	14	Octobre	6
Mai	9	Novembre	5
Juin	2	Décembre	2

Au cours du mois de décembre, on relève en outre le vote unanime du Conseil d'arrondissement de Lorient (An Oriant), en faveur de l'enseignement du breton.

Le 1^{er} janvier 1937, les votes des municipalités appuyant la campagne d'Ar Brezoneg er Skol s'élevaient donc au chiffre de 241, et l'organisation marchait vers de nouveaux succès.

Y. DOUGET.

La propagande du Parti National

Au cours de l'été 1936, le *Parti National Breton* (Strollad Broadel Breiz) a été l'objet d'une réorganisation qui lui a permis d'intensifier sa propagande au cours de l'automne et de l'hiver. En prenant un contact de plus en plus fréquent avec le peuple breton, les propagandistes de *Breiz Atao* se sont aperçus que le sentiment national était beaucoup plus fort, dans toutes les classes de la population, que ne le pensaient jusqu'ici les patriotes les plus optimistes. Ce n'est qu'une raison de plus de rendre à ce peuple pleine conscience de sa nationalité en intensifiant les campagnes de propagande. Les chefs du *Parti National Breton* l'ont compris. Ils y sont résolus, malgré les difficultés de toutes sortes qui surgissent devant eux, comme l'état de santé de F. Debauvais, directeur de *Breiz Atao*, qui l'a obligé à prendre un repos de plusieurs mois, en laissant, provisoirement, la direction du mouvement au D^r Furic.

Une simple nomenclature des manifestations de l'activité du Parti National montrera que son moral est ardent et que son dynamisme s'affirme de jour en jour avec plus de force.

Au cours du mois de septembre, des réunions publiques de propagande furent organisées avec le concours de F. Debauvais, à Goulven (Goulc'hén), le 25 ; à Plouguerneau (Plougerne), et à Ploudalmézeau (Gwitalmeze), le 27. Durant le même mois des réunions de section eurent lieu à Saint-Brieuc (Saint-Brieg) le 21, à Guingamp (Gwengamp) le 22, et à Brest le 26.

Au mois d'octobre, F. Debauvais, quoique déjà souffrant, tint à poursuivre lui-même la campagne de propagande, en organisant des réunions privées le 8, à Pontivy (Pondivi), à Locmalo (Lomaleu), et à Noyal-Pontivy (Noal-Pondivi) le 11, à Saint-Gérand (Sant-Jelan), et une réunion publique le 11 à Kergrist. Le 18 eût lieu à Fougères (Foujera) une réunion privée avec le concours de C. Le Gaonac'h. Le 11, la section de Paris tint sa réunion mensuelle.

Au mois de novembre, conférences publiques de C. Le Gaonac'h à Saint-Jean-de-Grâces (Sant-Yann-Gras), le 7 ; à Saint-Agathon (Sant Eganton), à Saint-Houar-non en Bourbriac (Boulvriag), et à Saint-Norgan en Kerrien, le 8. Réunions de

sections à Paris, avec conférence de M. Guieysse, le 8, à Fougères le 15, à Rennes (Roazon) le 4 et le 25.

Au mois de décembre, conférences publiques de C. Le Gaonac'h à Lanhouarneau (Lanhouarne), le 2 ; à Plouider, le 3 ; à Lesneven, le 4 ; à Plouvien (Plouvian), et à Lannilis (Laniliz), le 6. Conférence publique de P. Gaignet à Paris, le 12. La contradiction fut portée dans des réunions de propagande du Parti Social Français, le 6 à Plonevez-ar-Faou, par Y. Bricler, et le 19 à Landivisiau (Landivizio) par O. Chevillotte. Réunions de sections à Brest, le 5 ; à Rennes, le 9 ; à Paris, avec conférence de P. Gaignet, le 13 ; à Fougères, le 20. Au cours du mois de décembre, une campagne d'affiches fut organisée dans le Léon, dans la région de Quimper (Kemper), et dans celles de Saint-Brieuc, de Saint-Malo-Saint-Servan, de Fougères.

Au mois de janvier, réunion de la section de Fougères, le 17, et de Paris, le même jour, avec conférence de Guérin sur l'Art Breton.

Au mois de février, conférences publiques de C. Le Gaonac'h à Crozon (Kraon), le 7 ; à Pleyben (Pleiben), le 8 ; à Châteauneuf-du-Faou (Kastell-Nevez), le 10 ; à Gouézec (Gwezeg), le 11 ; à Lennon, le 12. Tournées de propagande à Saint-Malo et à Pleyben, le 14 ; à Chartres et à Pontpéan, le 21 ; à Fougères, Javené, Parcé et Billé, le 27. Réunions de sections à Rennes, le 3 (conférence de Seven, le 10 (conférence du D^r Furic), le 17 (conférence de C. Le Gaonac'h) et le 24 ; à Paris, le 14 (conférence de O. Mordrel) ; à Fougères, le 28.

Notons que toutes les conférences publiques de C. Le Gaonac'h faites en Basse-Bretagne sont prononcées en breton.

En poursuivant cette merveilleuse activité, le *Parti National Breton* est assuré de devenir dans un avenir prochain le parti le mieux organisé et le plus puissant de Bretagne.

Y. D.

GROOT-NEDERLAND

(Pays-Bas)

Présentation Géographique

Par suite d'événements militaires et diplomatiques malheureux (annexions successives de la Monarchie française en direction du Nord à partir du XIII^e siècle, séparation des Provinces-Unies et des Pays-Bas espagnols au XVI^e siècle), l'ensemble du territoire qui forme le domaine naturel de la Néerlande est, aujourd'hui, réparti politiquement entre trois Etats : le Royaume des Pays-Bas, le Royaume de Belgique, la République Française.

Le Royaume des Pays-Bas — couramment désigné en français sous le nom de *Hollande*, qui est celui de la province capitale — correspond aux *Pays-Bas du Nord* (*Noord-Nederland*) et comprend principalement les régions de Hollande, de Zélande, de Frise, la partie septentrionale du Limbourg et du Brabant, coupés tous deux par la frontière hollando-belge.

Le Royaume de Belgique associe en son sein à la Wallonie (constituée essentiellement par le plateau des Ardennes et les vallées de la Meuse et de la Sambre) les *Pays-Bas du Sud* (*Zuid-Nederland*), composés de la Flandre et de la partie méridionale du Limbourg et du Brabant. Administrativement, les « provinces » néerlandaises de Belgique sont le Limbourg (capitale Hasselt), le Brabant (capitale Brussel), la province d'Antwerpen (Anvers), la Flandre Orientale, capitale Gent (Gand), la Flandre Occidentale, capitale Brugge (Bruges).

En France, les Pays-Bas occupent une partie importante des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais. Ce *Westhoek* (coin de l'ouest), appelé ordinairement, du nom de la plus importante de ses parties, *Flandre française*, groupe la Flandre flamingante, la Flandre dite gallicante (*Verfranschte Vlaanderen*) parce que partiellement francisée sous le rapport de la langue, l'ancien Artois Flamingant, le Boulonnais. Il correspond, dans les grandes lignes et à quelques rectifications de limites près : dans le Nord, aux arrondissements de Duinkerke (Dunkerque), Hazebroek (Hazebrouck) et de Rijsel (Lille), et, dans le Pas-de-Calais, aux arrondissements de Sint-Omaars (Saint-Omer) et de Boonen (Boulogne), accrus des cantons de Laventie, Lillers (Lillers), Norhem (Norrent-Fontes), Vrugge (Fruges), Huckeliers (Hucqueliers), Staple (Etaples), de la partie Nord du canton de Beekun (Béthune) et d'une bande de terre le long de la côte, entre la baie de la Kwinte (la Canche) et celle de l'Authie.

En dépit des séparations politiques, ces trois tronçons du *Groot-Nederland* (Pays-Bas intégraux) continuent à former une solide unité par la race, la culture, la solidarité historique et la conscience de la communauté d'origine.

A ce complexe s'agrége la *Zuid-Afrika* (Afrique du Sud), peuplée par la colonie compacte des *Afrikaners*, d'origine néerlandaise, connus en Europe sous le nom de *Boers* (*Boeren*, en néerlandais, signifie *agriculteurs*). Leur langue, reconnue officiellement, *l'afrikaans*, n'est autre qu'un néerlandais assez archaïque, quelque peu mêlé d'anglicismes. Le dominion britannique de l'Union Sud-Africaine, qui jouit d'une large autonomie administrative et politique, reconnaît dans les *lage landen bij de zee* (les bas-pays près de la mer) le berceau de sa race, le foyer de sa culture, la patrie du souvenir et du cœur.

Ce bulletin se fera un devoir de renseigner de son mieux ses lecteurs sur la vie nationale au sein de chacun des quatre rameaux du peuple thiois (*dietsch*) ou néerlandais.

NOORD-NEDERLAND

(Pays-Bas du Nord)

L'activité de l'édition néerlandaise

De Nederlandsche Bibliographie (La Bibliographie des Pays-Bas), publiée à Leiden, vient d'établir la moyenne du nombre des livres en langue néerlandaise édités chaque année aux Pays-Bas du Nord. Le total en est, bon an mal an, malgré la crise qui sévit depuis plusieurs années dans l'édition, de plus de 6.300 ouvrages différents. Les catégories les plus fournies sont, d'abord, les œuvres de science (2.000 environ), puis les romans (1.500), ensuite les ouvrages pour enfants (900), les études consacrées aux beaux-arts (300)... — On remarquera au passage combien cette répartition, notamment le grand nombre des travaux scientifiques et l'importance de la littérature spéciale pour enfants, sont caractéristiques des formes que revêtent en ce pays la vie de l'esprit et les mœurs sociales.

Il ne faut pas perdre de vue que ces chiffres ne concernent que les volumes qui paraissent au royaume des Pays-Bas et que la production de l'édition néerlandaise en Belgique n'est pas comprise en ces statistiques. Ces 6.300 ouvrages représentent uniquement l'effort annuel des « huit millions de Hollandais » pour reprendre le cliché familier à la presse parisienne. En face, la France, avec ses quelque quarante millions d'habitants, aligne... 12.000 volumes ; l'Angleterre, 15.000 ; les Etats-Unis d'Amérique, 20.000 ; l'Allemagne, 30.000 ; les autres pays réunis, 30.000.

L'intensité de la vie intellectuelle d'un pays n'est pas forcément en proportion de l'étendue de son territoire, du nombre de ses habitants, ni même... de l'éclat de sa renommée dans le monde des « beaux-esprits ».

ZUID-NEDERLAND

(Pays-Bas du Sud)

Le choix de la langue à l'incorporation de la milice

Conformément aux prescriptions de la loi de l'Etat belge sur la milice, les membres du contingent appelés sous les armes pour leur temps de service actif ont à indiquer en quelle langue (néerlandais ou français) ils désirent recevoir l'instruction militaire. Le Ministère de la Défense Nationale publie chaque année les statistiques relatives à ce choix.

Voici les résultats pour 1937 :

Parmi les miliciens astreints à dix-sept mois de service, 11.112 ont choisi le néerlandais ; 10.337 le français. Parmi ceux qui n'ont que douze mois de présence à accomplir sous les drapeaux : 10.086 ont opté pour le néerlandais ; 5.868 seulement pour le français.

Au total, donc, sur l'ensemble du contingent, 21.198 conscrits se sont prononcés pour le néerlandais ; 16.205 pour le français.

Cette simple juxtaposition de chiffres résume, avec l'éloquence qui leur est propre, l'état démographique comparé de la partie néerlandaise et de la partie wallonne de la population de la Belgique. Ces renseignements statistiques per-

mettent aussi d'entrevoir les possibilités d'avenir qui seraient celles du mouvement thiois, le jour où les divers partis flamands sauraient mettre fin à leurs rivalités intestines et à leurs dissensions fratricides et poursuivre unanimement, sans compromissions intéressées et sans avatars de doctrine, des buts strictement nationaux.

WESTHOEK

(Pays-Bas Français)

La refflamandisation des noms de famille et de lieu

Le XIII^e Congrès annuel des Flamands de France s'est tenu à Warhem le 2 août 1936. Nous relevons à l'ordre du jour le vœu suivant, dont le texte, si raisonnable et si modéré qu'il fût, a eu le don de provoquer, dans « le plus grand journal de la République », le *Temps*, les sarcasmes et les insinuations malveillantes de Lancelot (alias M. Abel Hermant, l'un des plus distingués caco-graphes de l'anachronique Académie Française). On jugera par là de l'intolérance rare qui règne dans les milieux parisiens à l'égard des plus honnêtes manifestations de vie personnelle dans les pays allogènes soumis à l'autorité de la « Ville-Lumière ».

« Le XIII^e Congrès Flamand de France...

« Après avoir entendu un rapport sur le maintien de l'aspect flamand des noms de famille et de lieu :

« 1^o) En ce qui concerne leur prononciation,

« Fait appel à l'opinion publique régionale pour que, dans l'usage courant, on leur conserve ou leur restitue la prononciation correcte et traditionnelle, conforme à l'étymologie, au bon sens et à la bienséance.

« 2^o) En ce qui concerne l'orthographe des noms de lieu ;

« Prenant acte des facultés que la loi confère aux Conseils municipaux et de l'exemple donné par certaines villes comme Sète et Alès,

« Emet le vœu :

« Que les communes de Flandre française, dont le nom a été mutilé ou déformé et prêté, soit à des confusions avec d'autres communes, soit à des plaisanteries de mauvais goût, en demandent le rétablissement sous la forme primitive ou traditionnelle.

« Que, dans les documents administratifs de tout ordre, soit respectée, conformément à l'étymologie et à l'histoire, la forme authentique des noms de lieux (hameaux, lieux-dits, rues, etc...).

« Qu'en cas d'écriture fautive, leur forme primitive leur soit restituée.

« Que soient mises à profit, à cet effet, les occasions telles que les révisions périodiques de la carte d'Etat-Major et du Cadastre.

« Que selon le précédent créé en Bretagne, à la requête de la Société Archéologique du Finistère, des compétences linguistiques soient adjointes, à titre consultatif, aux organismes chargés de ces opérations (commissions cantonales de révision du cadastre, etc...).

« 3^o) En ce qui concerne l'orthographe des noms de famille.

« Considérant qu'ils constituent pour tous les foyers une propriété sacrée,

« Prenant acte des inconvénients que provoque leur transformation en cas de succession et d'héritage.

« Proteste contre toutes propositions législatives qui tendraient à imposer

ou à faciliter les usurpations de noms autochtones par des étrangers, la déformation de patronymes existants et la confusion entre les ascendances,

« Emet le vœu :

« Que les chefs de famille de Flandre française, ayant la juste et nécessaire fierté de leurs origines, veillent soigneusement sur leurs patronymes traditionnels pour en faire respecter toutes les particularités, notamment l'orthographe, débarassée de toute modification ou adjonction factice (accents, trémas, etc...).

« Que les officiers et employés de l'Etat Civil, les membres de l'Enseignement, les bureaux de l'Armée et des diverses administrations, etc..., apportent leur concours au maintien et au rétablissement d'Etats Civils scientifiquement exacts.

« 4^o) En ce qui concerne les prénoms à donner aux enfants,

« Emet le vœu :

« Que les parents s'inspirent, non point de la mode, parfois saugrenue et toujours changeante, mais de la tradition familiale et locale, et utilisent les calendriers historiques de Flandre française. »

ZUID-AFRIKA

(Afrique du Sud)

Paroles officielles

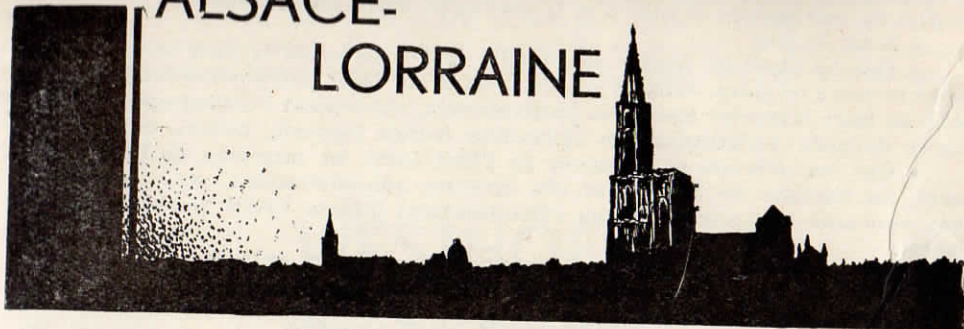
Le 1^{er} janvier de cette année, sur l'invitation de l'*Algemeen Nederlandsch Verbond* (Alliance Générale Néerlandaise), de 's-Gravenhage (La Haye), Son Excellence le D^r H. D. van Broekhuizen, ambassadeur de l'Union Sud-Africaine près le Royaume des Pays-Bas, a prononcé à la radio un discours de Nouvel An *en afrikaans*, destiné à tous les membres de la communauté thioise à travers le monde. Nous en traduisons ici les deux premiers paragraphes :

« C'est pour moi un honneur et un avantage d'adresser des Pays-Bas, en tant qu'Afrikaner, un salut à tous ceux qui appartiennent à la race thioise. Que nous parlions hollandais, afrikaans ou flamand, des liens culturels nous unissent : la langue, l'histoire, la religion, oui, tout ce que renferme le mot de *culture*. Quelle exaltante pensée que de se souvenir que d'ici, de cette petite Néerlande, des hommes et des femmes, au cours des siècles, ont émigré vers toutes les parties du globe et là, ont maintenu leur langue, leur histoire, leur religion. Où qu'ils s'en soient allés, aux Indes Orientales ou Occidentales, dans l'Afrique du Sud ou en Amérique, entourés de barbares et de fauves, ils ont solidement maintenu, ils ont conservé leur culture, leurs traditions.

« A la fin de l'année 1936, jetons un coup d'œil en arrière sur ce passé qui fut grand et glorieux. Entrons dans l'année 1937 avec la ferme résolution de rester fidèles à ce passé. Marchons vers l'avenir avec la devise : « Maintenir et construire », sachant que Dieu, le Dieu de nos pères, nous a, à nous aussi, donné une vocation, fixé une destinée : celle d'accomplir, que ce soit aux Pays-Bas du Nord ou en Flandre, que ce soit aux Indes Orientales ou Occidentales, que ce soit en Afrique du Sud ou en Amérique, ce qui ne peut être fait par aucun autre peuple, par aucune autre nation, ce qui ne peut être fait que par nous, que par vous et par moi. Ne l'oublions jamais : là où notre devoir nous appelle, en quelque partie du monde que ce soit, nous devons être fidèles à ce passé. L'étendard, le blason qui nous ont été transmis si beaux, sans souillure ni ride, nous devons les préserver pur et immaculés. »

Ce langage, dont une traduction rend assez mal l'énergique accent, révèle du moins la fierté et le sérieux d'une âme nationale qui ne s'abandonne pas dans le désarroi commun à plus d'un « grand Etat » à court d'idéal, à bout de volonté de vivre.

ALSACE- LORRAINE



Les libertés scolaires menacées par le gouvernement Blum

Le gouvernement de *Front Populaire* français, qui est parvenu au pouvoir sur un programme de liberté, n'a pris, depuis qu'il est au pouvoir, à l'égard des populations allogènes, qui subissent sa domination, que des mesures de centralisation jacobines.

Les libertés scolaires, d'ordre linguistique et d'ordre religieux, que la France avaient garanties au peuple d'Alsace-Lorraine, en 1918, étaient, aux yeux de M. L. Blum, une atteinte à l'unité et à l'indivisibilité de la République française. C'était une hérésie aux yeux de ce théologien talmudiste. En bon français, de fraîche date, il s'est employé à supprimer cette anomalie. D'ores et déjà, on peut dire qu'il a échoué. Unanime, le peuple d'Alsace-Lorraine s'est dressé contre cette atteinte à ses libertés et à ses droits. En face de ce bloc sans fissure, le gouvernement Blum sera bien obligé de reculer.

Dans toute cette affaire, son imprudence n'a d'ailleurs eu d'égale que sa maladresse. Sans s'inquiéter de l'opinion publique d'Alsace-Lorraine, M. Blum a étendu par décret, le 10 octobre 1936, l'application de la loi du 9 août 1936, prolongeant d'un an la scolarité dans les autres départements de la République française, aux trois départements alsaciens-lorrains. Comme le temps de fréquentation scolaire est déjà de 8 ans dans ces trois départements, la population pense que si ce temps est insuffisant pour donner aux enfants une instruction primaire satisfaisante, c'est que le système scolaire est mauvais. Il faut donc le modifier et non pas prolonger son application. C'est ce que trente-sept parlementaires d'Alsace-Lorraine essayèrent de faire comprendre au chef du gouvernement de *Front Populaire*. Celui-ci refusa de les recevoir, et leur fit, le 30 janvier 1937, une réponse qui était une fin absolue de non-recevoir, et dont le ton était à la fois volontairement insolent, ironique et provoquant.

En voici le texte :

PRESIDENCE DU CONSEIL. — (Cabinet)

Paris, 30 janvier 1937

Monsieur le Sénateur,

Vous avez bien voulu me demander de vous recevoir le 20 janvier, avec un certain nombre de sénateurs et de députés du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, pour m'exposer vos sentiments à l'égard du décret du 10 octobre 1936, relatif à la durée de

la scolarité dans les écoles primaires de ces départements et me prier d'en rapporter les dispositions.

Après cet entretien et en reprenant l'examen de la question que vous m'aviez posée, j'ai pu constater, qu'exception faite de M. Robert Schumann, la plupart de vos collègues n'avaient encore du texte de ce décret et de ses conditions d'application qu'une connaissance assez incertaine. C'est ainsi, par exemple, que les uns ignoraient l'existence des congés agricoles donnés pendant la période utile des travaux des champs et que d'autres ne savaient point que les jeunes garçons ayant déjà conclu un contrat d'apprentissage avant le mois d'octobre 1936, étaient dispensés de l'année supplémentaire actuellement en cours. Il y avait peu de chances qu'une discussion verbale menée dans ces conditions aboutit à des résultats pratiques et l'on pouvait même craindre qu'elle menât à de nouveaux malentendus. Je me félicite donc de vous avoir déclaré, comme je l'ai fait, que je jugeais plus utile et plus sage de vous donner MA REPONSE PUBLIQUEMENT ET PAR ECRIT.

Avant la loi du 9 août 1936, l'obligation scolaire cessait à 13 ans pour les garçons dans les écoles primaires des « anciens » départements, alors qu'elle ne se terminait qu'à 14 ans dans les écoles de garçons du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Il existait donc un an d'écart entre la durée de la scolarité en Alsace et en Lorraine, et celle de l'enseignement primaire des garçons dans le reste du territoire. Cet écart avait été maintenu au retour à la France des provinces désannexées, car il est bien évident que dans un même laps de temps on ne peut songer à donner aux petits Alsaciens, aux petits Lorrains à la fois des mêmes connaissances en français, histoire, géographie, arithmétique, etc., qu'aux autres petits Français de leur âge, et en outre leur enseigner une seconde langue, l'allemand grammatical, et de leur donner chaque semaine plusieurs heures d'instruction religieuse obligatoire. La loi du 9 août 1936 ayant prolongé d'un an la durée de la scolarité dans le reste de la France devait forcément s'accompagner d'une mesure analogue pour l'Alsace et la Lorraine car le maintien d'un programme plus chargé implique nécessairement le maintien d'une scolarité plus longue, si l'on ne veut pas aboutir à la fois au surmenage des enfants et au fléchissement du niveau de leurs études. Tel est l'objet du décret du 10 octobre que vous me demandez aujourd'hui de rapporter.

J'ajoute qu'en prenant cette mesure, qui a répondu par ailleurs au vœu exprimé à l'unanimité, sur le rapport de M. le sénateur Brogly, par le Conseil général du Haut-Rhin, dans sa deuxième session de 1935 et qui a reçu l'adhésion de tous les groupements professionnels d'instituteurs, quelles que fussent leurs tendances politiques ou religieuses, le Gouvernement n'est pas sorti du cadre du mandat que le législateur lui avait confié. Si le Parlement n'avait eu en vue qu'une extension purement mécanique de la loi du 9 août 1936, il se serait borné par une disposition finale à mettre ce texte simplement en vigueur dans les départements recouverts. L'âge limite de la scolarité aurait été porté de 13 à 14 ans pour les filles. Il serait resté fixé à 14 ans pour les garçons. Mais bien au contraire, et sur une initiative parlementaire à laquelle vous vous êtes vous-même rallié, le législateur a chargé le Gouvernement d'appliquer par décret dans les départements désannexés les dispositions de la loi nouvelle, entendant évidemment par là que le Gouvernement aurait à tenir compte des particularités du régime scolaire spécial à l'Alsace et à la Lorraine. Je n'aperçois, pour ma part, pas d'autre explication du mandat qui nous a été ainsi confié. Il s'agissait bien non d'une extension brutale des mesures scolaires nouvelles, mais de leur adaptation, ainsi d'ailleurs que l'a formellement déclaré M. le Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, dans la séance du Sénat du 31 juillet 1936 (« Journal Officiel » du 31 juillet, page 981, 1^{re} colonne) et ainsi que vous l'avez vous-même formellement accepté (« Journal Officiel » du 31 juillet, page 981, 2^e colonne).

Quoi qu'il en soit, vous estimez aujourd'hui, avec un certain nombre de vos Collègues, que nous nous sommes mépris sur la nature de vos intentions et le fond de votre pensée. Il n'est point dans mes habitudes d'accepter même l'apparence de jouer sur des équivoques et de mettre à profit des malentendus.

J'ai donc l'intention de soumettre dans le plus bref délai au Parlement un projet de loi relatif au régime scolaire dans les départements recouverts.

Au cours des amplexes débats auxquels la discussion de ce projet donnera lieu dans l'une et l'autre Assemblée, chacun des représentants du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pourra faire connaître individuellement et publiquement s'il est partisan, comme le Gouvernement l'avait cru, du maintien du statut scolaire actuellement en vigueur, c'est-à-dire du maintien du bilinguisme et de l'enseignement religieux, avec le corollaire

nécessaire du maintien d'une scolarité plus longue que dans les anciens départements ou si, au contraire, il demande la même durée de la scolarité et partant, les mêmes programmes que dans le reste de la France.

Il va de soi que le Gouvernement, en attendant la décision du Parlement, qu'il s'attachera à hâter, assurera l'application du décret du 10 octobre 1936, par les moyens de droit dont il dispose.

Veuillez agréer, Monsieur le Sénateur, l'assurance de ma haute considération.

Signé : LÉON BLUM.

« Par tous les moyens dont il dispose »... Voilà la réponse du chef du gouvernement français à une population qui lui demande de respecter la parole de la France et les engagements solennels qu'elle avait pris en 1918 à l'égard de l'Alsace-Lorraine.

Quant aux arguments purement dialectiques, où l'on retrouve un relent de Talmud, que M. Léon Blum fait valoir en faveur de sa thèse, le journal alsacien-lorrain *Elsass-Lothringer Zeitung* a montré, dans son numéro du 4 février, ce qu'ils avaient de fallacieux et quelle en était la mauvaise foi.

Voici la traduction de cet article :

1° Dans nos écoles, après 1918, la durée de 8 ans n'a pas été gardée parce que l'enseignement de l'allemand et de la religion demandaient une prolongation scolaire, mais parce que la France a promis formellement le respect de nos traditions, et parce qu'il existait déjà chez nous la loi strictement observée de présence à l'école, et à laquelle nous ne voulions renoncer dans aucun cas.

2° L'allemand n'est pas pour nous une seconde langue, mais notre langue maternelle ; M. Léon Blum n'a qu'à prendre la *Freie Presse*, le *Republikaner* et l'*Humanité* pour s'en apercevoir.

3° La prolongation, au-delà des Vosges de la scolarité n'aurait pas eu nécessairement besoin d'avoir des répercussions en Alsace-Lorraine, car le but à atteindre, c'est-à-dire une présence satisfaisante à l'école, était déjà réalisé chez nous.

4° Du surmenage des enfants et d'un abaissement du niveau culturel, on peut déjà aujourd'hui hélas s'apercevoir, non parce que le temps passé à l'école serait trop court. De même 10 ou 12 ans de scolarité n'éviteront pas ces désavantages qui viennent du système qu'il faut changer. Ce serait l'unique solution. Il faut que le savoir soit enseigné aux enfants dans leur langue maternelle, et alors seulement ils auront la possibilité d'acquérir des connaissances profondes dans les deux langues. Si M. Léon Blum en doute, il n'a qu'à demander à ses amis socialistes en Suisse, en Belgique, au Luxembourg, au Danemark, en Tchécoslovaquie, etc...

5° C'est en non connaissance de cause que le gouvernement se réfère à une résolution du Conseil départemental du Haut-Rhin et de l'Association des instituteurs. Jamais, dans notre pays, aucune corporation n'a demandé l'introduction de la neuvième année scolaire.

6° Le gouvernement, avec ses décrets, n'est pas resté dans le cadre du Parlement, car jamais, ni à la Chambre, ni au Sénat, il n'en a été question.

7° L'alternative posée par M. Léon Blum est artificieuse. Il ne s'agit pas de choisir entre l'école laïque et la neuvième année scolaire, mais de se décider entre une méthode raisonnable ou insensée, et notre peuple, depuis des années, demande l'abolition de cette dernière méthode. L'heure est venue où l'entière légitimité de ce programme se démontre.



PAYS BASQUE

LES BASQUES SONT-ILS ALLIÉS DU MARXISME ?

« L'alliance » du Nationalisme Basque, catholique et traditionaliste, et du Gouvernement de Valence marxiste et révolutionnaire, n'est pas pour les profanes une des moindres énigmes du conflit espagnol, si complexe dans ses causes et dans ses effets.

Dieu sait si cette alliance a été commentée et condamnée avec une vertueuse indignation par des gens plus ou moins intéressés à discréditer le peuple basque. On en a déduit que le Nationalisme Basque se laissait gagner par la « peste rouge », soutenait les « sans-Dieu », etc., etc...

Position doctrinale du Nationalisme basque

Or, nous tenons à le dire sans vouloir juger le fond du conflit qui déchire l'Espagne, une telle « alliance » n'est nullement profonde, nullement essentielle au Nationalisme Basque, bien au contraire. Pendant des années, le Nationalisme Basque a été le plus redoutable adversaire du Marxisme dans la péninsule ; on peut même dire qu'il a été seul à combattre efficacement l'idéologie marxiste.

Ses syndicats chrétiens basques (Solidarité des Travailleurs Basques) enlevèrent plus de 50.000 ouvriers, soit la majorité, à l'influence marxiste ; son idéologie lui attira toute la jeunesse qui, sans cela, aurait infailliblement adhéré au Socialisme de Prieto. (Prieto, allié aux monarchistes libéraux, grands capitalistes, ne fut-il pas appelé il y a quelques années « le roi de Bilbao », et le Parti Nationaliste Basque ne lui prit-il pas cette royauté de haute lutte ?) Enfin par ses idées, par son action basque, chrétienne et sociale, le Nationalisme Basque créa un état d'esprit essentiellement national, qui par sa nature, enrayait définitivement les progrès formidables du Marxisme en Euzkadi. Comment les Basques auraient-ils pu concilier l'amour de leur race et de leur culture nationale avec un internationalisme d'importation étrangère et essentiellement opposé à ce qui, grâce au Nationalisme, leur était devenu plus précieux que tout.

Catholiques et Marxistes en face du Nationalisme basque

De fait, personne ne s'y trompa :

Le Clergé basque, sans faire de politique, donna toute sa sympathie à un mouvement qu'il considérait comme le seul capable de combattre la révolution. Le gouvernement prétendu catholique de Burgos le lui a fait payer cher ces derniers mois !

Les Marxistes, Socialistes et Communistes, ainsi que les quelques Anarchistes de Biskaye et de Guipuzkoa, dédaignant les partis de droite, médiocres en quantité et en qualité réservèrent toutes leurs attaques contre celui qu'ils considéraient comme l'ennemi n° 1, le Parti Nationaliste Basque. En majorité composés d'Espagnols immigrés en Pays Basque, les partis révolutionnaires combattirent systématiquement tout ce qui était basque, et cela sur tous les terrains : aux élections (campagnes électorales de 1931, 1933, 1936), dans la rue (nombreux furent les solidaristes basques assassinés par les affiliés à la U.G.T. ou à la C.N.T.), au Parlement (la mauvaise grâce de la majorité marxiste à voter le statut basque est caractéristique), sur le terrain syndical (le dernier conflit de cet ordre date de Juin 1936), dans la vie politique en général (multiples emprisonnements et amendes infligés aux nationalistes basques par les gouvernements marxistes).

La prétendue alliance basco-marxiste

El, tout d'un coup, en juillet dernier, c'est l'union totale, absolue, des Nationalistes Basques et des Marxistes contre les Droites catholiques et les défenseurs de l'ordre, c'est l'entrée des Nationalistes dans le Frente Popular, c'est la constitution d'un gouvernement basque où collaborent Nationalistes, Républicains, Socialistes et Communistes. Les Nationalistes se lient aux Marxistes, sont leurs prisonniers et se font les fourriers de la Révolution.

...C'est ainsi, du moins, que les ennemis du Peuple basque présentent la situation, en se gardant bien, d'ailleurs, de mentionner l'hostilité souvent tragique qui dressait avant la rébellion militaire les Nationalistes et les Marxistes les uns contre les autres et dont nous avons rapidement indiqué les principales manifestations. Avouons qu'un tel revirement est inexplicable et absurde.

La haine des Droites espagnoles contre les Basques

En réalité, il n'y eut rien de tout cela.

1° Le Nationalisme Basque ne s'est pas allié volontairement au Marxisme.

Nous le répétons, le Nationalisme Basque fut toujours anti-marxiste, et il n'a pas cessé de l'être. Il s'est dressé contre les militaires soulevés ? Nous n'avons pas à discuter ici de la légitimité de la rébellion et de son droit à se présenter comme « catholique ». Nous ferons simplement remarquer que, de l'avis même des autorités ecclésiastiques, le Parti Nationaliste Basque était aussi catholique que n'importe quel autre parti des droites espagnoles. Mais ce que nous tenons à souligner, c'est qu'en s'opposant à la rébellion, le Nationalisme Basque n'a fait qu'exercer son droit de légitime défense.

En effet, sous la République, comme sous la Monarchie, les Droites avaient toujours attaqué le Nationalisme Basque encore plus violemment que ne l'avaient fait les Marxistes. Passant sur les persécutions de Primo de Rivera et de Gil Robles, limitons-nous à citer la fameuse phrase de Calvo Sotelo : « J'aime mieux une Espagne rouge qu'une Espagne brisée », qui en dit long sur l'état d'esprit des futurs rebelles. Le journal *La Voz de España* (carliste), de Saint-Sébastien, ne disait-il pas, il y a deux mois à peine, que pour les Marxistes il y aurait une place dans la nouvelle Espagne, mais que le Nationalisme Basque devait être anéanti ?

Le pays basque attaqué par les généraux espagnols

De fait, dès les premiers jours de la rébellion, avant que le Parti Nationaliste Basque ait pris position, les Nationalistes Basques de Navarre furent persécutés, emprisonnés ou fusillés, tandis que leur journal, *La Voz de Navarra*, était mis au pillage. Après avoir accompli ces exploits, les rebelles attaquaient le Guipuzkoa et la Biskaye, où le Parti Nationaliste avait la majorité. Que devait faire celui-ci ? Devait-il se suicider et entraîner dans sa perte toute la culture, l'âme de la race basque, ou bien devait-il au contraire se défendre et défendre le patrimoine sacré de ses ancêtres ?

Une telle question ne se pose même pas. Pour tout homme de bon sens, le Nationalisme Basque avait le droit, et plus encore le devoir de résister à cette agression.

Dans cette résistance, il a trouvé les Marxistes à ses côtés. A qui la faute ? Nationalistes, Républicains, Socialistes, Communistes, etc... ont été attaqués ensemble par un ennemi commun ; ils se sont défendus ensemble. Toute autre attitude était impossible. A la lutte entre les deux blocs qui a empoisonné la politique espagnole depuis 1931, le Parti Nationaliste Basque ne s'est jamais mêlé. Il est resté totalement étranger à ces désordres pré-révolutionnaires, il s'est présenté seul devant les électeurs comme devant le peuple.

Attaqué, comme les Marxistes, par les Droites, sa résistance a coïncidé avec celle des Marxistes, comme elle aurait coïncidé avec celle des Droites, si les Droites et lui avaient été attaqués par les Marxistes. Les véritables responsables de la soi-disant alliance basco-marxiste, ce sont ceux qui ont rangé dans l'Anti-Patrie qu'ils disent combattre, et les Basques, et les Marxistes ; ce sont les rebelles.

Le Nationalisme basque reste national

2° « L'alliance » basco-marxiste ne signifie nullement que les Nationalistes Basques aient adhéré au Marxisme.

Cette alliance, nous l'avons vue, a été forcée, occasionnelle, fortuite. Ajoutons qu'elle n'est que cela, que le Nationalisme Basque n'a jamais renoncé, qu'il ne renoncera jamais à ses idées.

Il a collaboré à la défense, c'est entendu, mais il s'est limité à cela. Il a gardé intacts son organisation propre, son esprit, ses idées ; il n'a rien abdiqué. Bien au contraire, fort de l'adhésion enthousiaste de l'immense majorité du peuple, c'est lui qui domine en Euzkadi, c'est lui qui contrôle la vie politique et sociale.

Dans le gouvernement basque, le Président, qui est aussi conseiller à la Défense, est nationaliste basque comme les conseillers à l'Intérieur, aux Finances, à la Justice et à l'Agriculture ; dans les milices, la majorité des bataillons basques est nationaliste.

Les Nationalistes se distinguent par leur discipline, leur amour de l'ordre, leur sens politique, leur valeur militaire.

C'est grâce à eux que l'ordre a été maintenu, que, pour citer un exemple caractéristique, les persécutions religieuses sont inconnues en territoire basque, que le culte catholique est plus suivi que jamais, que les biens des étrangers — à quelque nation qu'ils appartiennent — ont été scrupuleusement respectés. La vérité — il n'y a guère que le Général Queipo de Llano qui puisse le nier — c'est que jamais le prestige du Parti Nationaliste Basque n'a été aussi grand : véritablement, celui-ci est le maître de la situation. Il use de ce privilège pour maintenir l'ordre et non pour fomenter la Révolution.

Que réserve l'avenir ?

Mais cette collaboration est-elle durable ? Pour nous, observateur étranger et impartial de la situation du Pays Basque, la réponse est simple : cette « alliance » a son origine dans une hostilité commune contre le Nationalisme et le Marxisme ; elle durera seulement ce que durera cette hostilité.

Nul ne peut prévoir l'avenir, surtout en politique, mais un fait demeure : l'opposition profonde, irréductible, de l'idéologie marxiste et du Nationalisme Basque. Si l'on ajoute que le Nationalisme Basque, non seulement, n'a rien renié de ses idées, mais encore qu'il domine totalement le Pays Basque, il faut bien conclure que *l'alliance Basco-Marxiste* est fragile et que, le danger actuel écarté, chacun reprendra sa liberté d'action. Ce sera alors au Nationalisme Basque de montrer ce dont il est capable. Nous avons confiance en lui.

D'ailleurs, à l'heure actuelle, le Pays Basque n'agit-il pas pratiquement en pays indépendant, n'a-t-il pas des relations très espacées avec les autres belligérants ? On objectera sans doute la collaboration basque aux combats d'Oviedo, ces jours derniers. Mais cette collaboration fut uniquement militaire, son but fut purement stratégique : attaquer un point faible, de façon à décongestionner le front, à donner de l'air au Pays Basque. Tel est le jugement que doit porter un esprit impartial sur l'épineuse question de « l'alliance » basco-marxiste.

L'objectivité que nous donnait notre situation d'étranger, notre profonde sympathie pour le peuple basque que de fréquents voyages en Euzkadi — le dernier tout récent — nous ont appris à connaître et à aimer, tout cela nous faisait un devoir de justifier devant l'opinion publique l'attitude de cette Race millénaire et si noble qui lutte pour son existence, pour sa culture et pour sa liberté.

E. GUICHAROA.

PAYS DE GALLES

L'incendie de l'école de bombardement aérien à Penrhos

La nuit du 7 septembre 1936, M. Saunders Lewis, président du Parti Nationaliste Gallois, le Révérend Lewis Valentine, vice-président, et M. D.-J. Williams, du Comité exécutif, ont incendié volontairement l'école de bombardement aérien que le gouvernement anglais faisait construire à Penrhos dans la presqu'île de Llyn, Comté de Caernarvon.

Petit fait-divers totalement ignoré de la presse française. Réalisez-vous cependant ce que cela représente ? Supposez un instant que la chose se soit passée à Perros, Comté de Tregor, et que les auteurs en soient M. X..., professeur à l'Université de Rennes, et M. l'abbé Y..., curé de Z..., près de Guingamp !

Il est utile de donner un résumé des faits :

Le gouvernement anglais veut créer une école de bombardement aérien. Le Ministère propose de l'installer à Abbotsbury (Dorset). C'est un lieu bien connu d'élevage de cygnes. A cause de cela, et parce que les écrivains et poètes anglais purent, dans le *Times* et dans toute la presse anglaise, exprimer longuement leur passion pour les cygnes et pour la beauté naturelle du site, le projet fut abandonné.

Ensuite vint Holy Island dans le Northumberland. Les Anglais de l'endroit crient au sacrilège parce que c'est un lieu de promenade pour les ouvriers de la ville, et un centre d'élevage de canards non moins sacrés que les cygnes du Dorset ; le projet fut abandonné. Puis ce fut le tour de Friskney dans le Wash. Protestation des pêcheurs à la ligne, zélés défenseurs des poissons du marais ; le projet fut abandonné. Alors vint le projet de Llyn.

Voici comment le professeur Daniel s'exprime au sujet de Llyn :

« Depuis le cinquième siècle, Llyn est le plus gallois des pays gallois, et « aussi longtemps que Llyn n'est pas anglicisé, la vie et la culture galloises sont « en sécurité. Si les forces d'anglicisation s'établissent là, derrière les montagnes « du Snowdon comme elles le sont déjà devant, alors le jour où la langue et la « culture galloises seront écrasées entre les mâchoires de cette tenaille ne peut « plus guère tarder. Pour le Pays de Galles, la préservation de Llyn contre l'an- « glicisation est une matière de vie ou de mort. »

Pétitions sur pétitions parviennent au gouvernement anglais. Une délégation des paysans de Llyn et des personnalités les plus représentatives du pays reçoit la réponse suivante : « Le Premier Ministre n'a pas l'impression qu'il soit utile qu'il reçoive cette députation. »

Mr Saunders Lewis écrit au ministre que : « ...un grand nombre de Gallois « pensent qu'il faut absolument empêcher ce projet d'aboutir, fût-ce aux dépens « de leur liberté et même de leur propre vie. »

L'archidruide déclare : « Notre intention est d'empêcher la construction de

« cette école de bombardement à Penrhos par tous les moyens légaux ; mais si les moyens légaux échouent, je crois qu'il y a assez de résolution dans la nation galloise pour faire déplacer le camp de bombardement par d'autres moyens. »

Le gouvernement reste sourd.

Le 15 juin 1936, les journaux anglais annoncent que deux cents acres de terrain comprenant la ferme de Penryberth ont été nivelés pour la construction de l'aérodrome. La ferme de Penryberth est connue dans l'histoire galloise ; elle était au Moyen-Age un refuge pour les pèlerins qui se rendaient à l'île des Saints ; elle était liée au souvenir de l'insurrection d'Owen Glyndwr que le duc de Bretagne avait soutenu contre le roi d'Angleterre ; elle avait abrité des poètes gallois célèbres. Il était impossible à un Gallois qui a du sang dans les veines de ne pas se sentir profondément atteint à la vue de ce vandalisme effectué dans le foyer le plus sacré de la Culture galloise.

Ainsi finissait l'époque de la persuasion pacifique selon les voies démocratiques légales. « Il ne restait plus que la voie du sacrifice », écrit M. Saunders Lewis, « ...nous aurions pu demander à quelques-uns des jeunes et généreux membres du Parti nationaliste d'aller allumer l'incendie et de demeurer inconnus. C'eût été le commencement de méthodes de guérilla. Le Révérend Lewis Valentine et moi nous résolûmes à ne pas permettre une telle évolution. Lorsque toutes les méthodes de persuasion démocratiques et pacifiques eurent échoué au point que nous ne pûmes même pas obtenir une audience du ministre, et lorsque nous vîmes clairement que tout l'avenir de la tradition galloise était menacé comme il ne l'avait jamais été au cours de l'histoire, même alors, nous décidâmes que nous nous soumettrions à l'épreuve de la loi et qu'un jury issu du peuple gallois déclarerait si nous avions bien ou mal agi... Après avoir allumé l'incendie, nous sommes allés nous-mêmes le déclarer à la police. » On dit que les dégâts dépassent deux mille livres sterling, soit deux cent mille francs, « ...mais le projet, s'il n'est pas abandonné, causera à la nation galloise une perte qui ne peut pas être estimée en milliers de livres sterling. Il est impossible de calculer en chiffres la perte irréparable de la langue, du foyer de la littérature, de la tradition millénaire de la civilisation rurale galloise. Ces choses n'ont pas de prix... C'est seulement dans l'Eternité que la destruction de ces choses peut être évaluée. D'autre part, nous étions obligés de causer un sérieux dommage aux bâtiments de l'école : Sinon nous n'étions pas sûrs d'être traduits devant un jury de nos compatriotes dans un dernier effort vital pour porter l'immoralité de l'action du gouvernement devant le jugement du pays de Galles chrétien. »

Le jury de Caernarvon ne put se mettre d'accord au sujet de la culpabilité ou de la non-culpabilité. L'affaire fut reportée mais le gouvernement, pour s'assurer la condamnation des accusés, la fit transférer à la Cour d'Old Bailey, à Londres.

Le 19 janvier 1937, un jury d'Anglais, de Juifs, et d'« Irlandais de Londres », auquel il fallut expliquer ce que c'est que Llandudno, Penrhos et Penryberth « avec beaucoup plus de peine qu'il n'en eût fallu pour lui exposer la situation de Changhaï en Chine ou de Calcutta aux Indes » rendit un verdict de culpabilité sans délibération à l'unanimité. Les accusés s'étaient vu refuser d'être entendus en gallois et avaient été priés de parler anglais ou de se taire. Quoiqu'il en soit, les juges donnèrent le minimum de la peine : neuf mois de prison ferme, et, bien entendu, dédommagement, amende et dépenses.

Réflexion d'un policeman anglais après l'audience : « ...Ce n'était pas la peine de les faire venir jusqu'à Londres pour leur donner seulement neuf mois !... »

Les trois braves sont en prison et le parti nationaliste demande :

a) Que le gouvernement reconnaisse le caractère politique du crime et sa propre provocation, et ordonne en conséquence la mise en liberté des Trois ;

b) Que le projet d'école de bombardement à Penrhos, cause de l'affaire, soit

révisé par le Gouvernement, avec consultation des représentants de la vie galloise ;

c) Que le statut légal de la langue galloise en Galles soit reconnu, et que toutes mesures soient prises pour qu'il soit désormais assuré ;

d) Que les cas de Cour d'Assises en Galles ne soient pas transférés hors du pays.

Les trois héros sont en prison et, comme toujours, les politiciens à l'affût se sont précipités sur l'os qui leur passait sous le nez ; ainsi ce vieux renard de Lloyd George s'est prononcé avec autorité en faveur du statut légal de la langue galloise ; et beaucoup de gens superficiels trouvent cela très important ! Mais qu'a-t-il risqué, dans sa vie d'homme de théâtre, pour la culture et l'honneur de la nation galloise ? Que fera-t-il pour elle d'autre que des phrases ? Arrive-t-il seulement à la cheville d'un de ces braves ?

Les trois héros sont en prison et Galles, comme tous les pays, renferme aussi des lâches : Quoiqu'un professeur d'université puisse s'absenter plus de neuf mois, nous avons appris par *Breiz Atao* que M. Saunders Lewis, professeur à l'University College d'Abertawe (Swansea) a perdu sa place à la suite de sa condamnation à Londres. Voilà de quoi rendre assez sceptique quand à l'idée de faire apprécier sa conduite par un jury, fût-il gallois. Les hommes qui sont assez braves pour risquer une situation considérable, leur liberté et leur vie, n'ont pas besoin d'autre approbation que celle de leur conscience, n'ont pas besoin d'autre juge que Dieu.

Ceci nous rappelle que chez nous, en 1932, les Français ont voulu se réjouir publiquement de l'annexion de la Bretagne, et cette insulte s'ajoutant au dommage quatre fois séculaire a tout de même réussi à susciter l'énergie des braves de Gwenn-ha-Du ; ils ont sauvé l'honneur national ; ils ont détruit le monument de l'Union et arrêté plusieurs heures le train d'un ministre français se rendant en Bretagne pour la commémoration de cette union ; ils ont été introuvables, et cela leur a permis, l'an dernier, de faire un nouveau geste d'assainissement public.

Nous ne pouvons pas quitter ce sujet sans faire une comparaison entre leur action et celle des braves du Pays de Galles.

Il faut se rappeler que le Pays de Galles est profondément chrétien-protestant, très pacifiste, très démocrate, imbu d'idées de Justice, de Charité, de Paix et de quantité d'autres Vertus. Dans un tel pays, une action du genre des Gwenn-ha-Du risque de porter à faux. La méthode des Trois est la seule qui permette un peu de violence sans nuire à la cause nationale. Ainsi ils ont agi en Gallois, et c'est très bien. Mais, frères gallois, n'oubliez pas l'expérience immémoriale : l'Irlande, l'Egypte et l'Inde, pour nous en tenir là, ont-elles obtenu quelque chose avec la bénédiction bienveillante de la Couronne de Londres ? Espérez-vous que l'enfant du Lion britannique soit devenu un agneau, une mère-poule, ou une vache à lait ? La force elle-même, y compris la violence, ne vient-elle d'ailleurs pas de Dieu au moins autant que ce que nous appelons Justice ?

En Bretagne, la situation est très différente. Nous ne connaissons pas les discussions qui affinent l'esprit protestant ; notre catholicisme est resté très indigène et, comme Breton, je pense que c'est son honneur et sa force ; notre peuple est resté beaucoup plus « barbare » que le peuple gallois et, comme Breton, je m'en vante. Nous acceptons tel qu'il arrive tout ce que Dieu nous envoie, y compris la guerre. De plus, le mystère nous a toujours plus profondément attirés que le spectacle, fût-il de Cour d'Assises. Enfin, nous avons affaire aux Français ; il est peut-être théoriquement possible d'arriver à faire entrevoir à un gentleman anglais que son intérêt particulier n'est pas toujours confondu avec la Justice et le Droit ; mais le Français moyen qui règne depuis la Grande Révolution n'est pas plus gentleman qu'anglais ; il s'entend comme pas un à avilir ses adversaires jusque dans la vie privée — ce que n'ont pas fait ces messieurs d'Old Bailey — ; il s'entend à les ridiculiser, à les traiter de fous fricieux, à ramener à sa taille

les choses les plus grandes et les plus hautes ; il ne craint que la force, et la craint si bien qu'il en appelle à chaque instant à la Justice et au Droit. « Poignez vilain, il vous oindra ». On l'a bien vu pour l'affaire du Monument de Rennes ; le huit août 1932, il n'était bruit que de cérémonie expiatoire, de réparation morale, de rétablissement du monument « tel qu'il était auparavant ». Et chaque semaine, enlevant l'espoir de retrouver les braves de Gwenn-ha-Du voyait s'affaiblir la virulence de ces serments genre Jeu-de-Paume. Et finalement la question a été enterrée dans un statu-quo déjà vieux, sous la menace d'une nouvelle intervention possible des Gwenn-ha-Du.

Voilà pourquoi les gens de Gwenn-ha-Du ont agi en Bretons, et c'est très bien.

Il n'y a pas de lutte partielle : la lutte est totale ou n'est pas. Si l'on a la véritable foi dans sa cause, il faut mettre à son service toutes les possibilités dont on dispose ; lorsque l'on est parvenu à un certain niveau de conscience, le choix des moyens est une question de tactique et non pas une question de principes.

Les trois braves gallois sont toujours en prison, et la construction de l'aérodrome de Penrhos est reprise. Mais nous savons maintenant qu'il y a en Galles des hommes qui ont du sang dans les veines. Puisqu'il y en a eu trois, il y en aura certainement d'autres. L'honneur et la culture de la Nation galloise trouveront bien d'autres champions.

Attendons la suite en toute confiance.

ALLBROGAT.

NOTE. — « Why we burnt the Bombing School » par Saunders Lewis et Lewis Valentine est en vente au prix de 3 p. 1/2 chez : The Organiser, Welsh Nationalist Party, Caernarvon (North Wales).

ILES FEROES

LE MOUVEMENT NATIONALISTE AUX FEROES

Comparé au Groënland ou à l'Islande, l'archipel des Féroës n'est qu'une tache minuscule dans l'immense Atlantique. Il occupe une position centrale entre l'Islande (Reykjavik, 450 kms), la Norvège (Bergen, 700 kms) et l'Ecosse (Leith, 400 kms). Les dix-huit îles habitées, qui avec leur ceinture de rocs et d'îlots ont une superficie approximative de 1.400 kms² possèdent aujourd'hui une population de 25.000 âmes. Les Féringeois sont de rudes marins et pêcheurs, qui, deux fois l'an, dans leurs cotres petits et tenant bien la mer, s'en vont pêcher au Groënland ou au Spitzberg, récemment même jusqu'à l'île des Ours. Les grandes tempêtes de l'Atlantique font chaque année de nombreuses victimes parmi eux. Environ un cinquième des hommes aux Féroës se trouve dehors en mer. La vie rude dans ces îles, pendant longtemps presque oubliées du monde, a favorisé le développement parmi les habitants d'un fort sentiment de cohésion. La langue vieux-scandinave, la civilisation paysanne et les traits nationaux distinctifs ont ainsi pu se maintenir en dépit d'attaques nombreuses. Dans le domaine des questions nordiques, les Féroës sont aujourd'hui un problème tout à fait à part.

Le Groënland, l'Islande, les Féroës, ainsi que les Shetlands (« Hjaltland ») et les Orcades, sont de vieux territoires de colonisation norvégienne. La population qui y vit — à l'exception de celle du Groënland actuel — se nomme elle-même « norrön », adjectif que l'on emploie pour toutes les populations d'origine norvégienne. Partout dans les îles de la « mer occidentale » revit aujourd'hui le souvenir du passé commun, de l'identité d'origine et de race. La fondation, après des siècles de lutte pour l'indépendance, du royaume de Norvège et la révision, après la guerre, des relations entre le Danemark et l'Islande ont sérieusement réveillé aussi le sentiment national — le « révisionisme » — de la population féringienne.

Après la grande période de colonisation norvégienne vers 870, l'archipel fut d'abord un état libre au gouvernement aristocratique, ayant son propre Thing national à Yorshavn, mais il devint bientôt « possession de la couronne norvégienne » et annexé en tant que « dépendance » à l'empire norvégien. La population celtique indigène — dans la mesure où elle n'avait pas fui — se mêla lentement aux conquérants. A côté de nombreux noms de lieux et de mots empruntés au celtique, on trouve encore aujourd'hui dans l'île Suderö des pêcheurs au type celte marqué. Mais par ailleurs, l'origine norvégienne des Féringeois est évidente ; leur type et leur tempérament les placent à peu près entre l'Islandais et le paysan et pêcheur de la Norvège occidentale. Après leur christianisation, les Féroës devinrent évêché, dépendant de l'archevêché de Nidaros (Trondhjem). Grâce à la réputation et à la haute culture de leur siège épiscopal, les Féroës, dans leur position centrale naturelle, passèrent pendant presque quatre siècles pour un des centres culturels les plus importants du Septentrion.

(A suivre.)

— D'après Heinz Mollwo —

Tableau de nos abonnements

Dans notre avant-dernier numéro, nous avons annoncé comme prochaine la publication du tableau de nos abonnements. Notre but est de montrer ainsi d'une façon saisissante dans quels pays notre revue a rencontré le plus d'intérêt.

A la date du 1^{er} Février 1937, le pourcentage de nos abonnements était le suivant :

Bretagne	51 %
Flandre française	16 %
France	10 %
Allemagne	8 %
Pays Basque	4 %
Corse	3 %
Alsace	3 %
Pays de Galles	3 %
Pays-Bas	2 %

Ce tableau montre, en outre, que, si nous avons la même proportion d'abonnés dans les autres pays minoritaires qu'en Bretagne et qu'en Flandre française, la situation financière de la revue en serait considérablement améliorée.

Par suite de l'augmentation des prix d'impression, occasionnée par les nouvelles lois du gouvernement Blum, nous sommes dans l'obligation de porter le prix de l'abonnement à six numéros à 11 francs pour l'Etat français, à 13 francs pour les autres Etats.

En outre, comme ce numéro contient 24 pages au lieu de 16, il sera vendu au prix de 2 fr. 50 au lieu de 2 francs.

Nous faisons un pressant appel auprès de nos amis pour qu'ils nous recrutent de nouveaux abonnés et qu'ils nous donnent des adresses de services.

C. LE GAONAC'H.